

DOSSIER DE PRESSE

JOURNÉE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE 24 NOV 2022

SOMMAIRE

- P.2-3** De nouveaux publics dans la précarité
- P.4-6** La précarité, un phénomène massif
- P.7** Le 24 novembre, 2^e journée de mobilisation nationale
- P.8-9** Exemple d'évènements autour du 24 novembre
- P.10-13** Les partenaires

CONTACT PRESSE

Alice Dekker **0616582160**
✉ alice@alicedekker-rp.fr

Le site internet de l'évènement :
🏠 journee-precarite-energetique.fr



DE NOUVEAUX PUBLICS DANS LA PRÉCARITÉ

Avant la crise, **20% des ménages en France, soit 12 millions de personnes étaient déjà victimes de précarité énergétique.**

Depuis un an que les prix de l'énergie s'envolent, la question est plus que jamais au cœur de l'actualité. La situation s'est dégradée en raison de la conjonction de plusieurs crises : la reprise économique post-covid, la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie impactent l'approvisionnement en gaz et les prix de l'électricité ; la sécheresse a des conséquences directes sur la production d'électricité – du fait notamment du réchauffement et de la baisse du débit des cours d'eau censés refroidir les centrales nucléaires ; la moitié des réacteurs nucléaires français sont aujourd'hui à l'arrêt.

Ces difficultés additionnées ont pour double conséquence la hausse sans précédent des prix de l'énergie, d'une part – le MWh d'électricité, sur le marché de gros, se négocie désormais au prix de 1000 euros contre environ 85 euros un an plus tôt –, et d'autre part, un risque réel de pénurie pour l'hiver qui arrive. Entre les deuxièmes trimestres 2021 et 2022, les prix de l'énergie (électricité, gaz et produits pétroliers cumulés) ont augmenté de 28 % pour les ménages. D'après les projections de l'Insee, cette hausse aurait été deux fois plus élevée sans le dispositif du bouclier tarifaire instauré par le gouvernement, avec une augmentation qui aurait même atteint 105 % pour le gaz. Mais ce dispositif est voué à s'éteindre progressivement : dès le début de l'année 2023, une nouvelle hausse de 15 % est prévue sur le gaz et l'électricité.

**Les prix de l'énergie
(électricité, gaz et produits
pétroliers cumulés)
ont augmenté de 28 %
pour les ménages.**





LA **CRISE ÉNERGÉTIQUE** VA FAIRE PLONGER DE NOUVEAUX PUBLICS DANS LA PRÉCARITÉ.

JEUDI 24 NOVEMBRE 2022, 2^E ÉDITION DE LA « JOURNÉE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE »



Cumulée à l'impact de l'inflation sur le budget des ménages, tout porte à croire que cette crise énergétique va faire plonger de nouveaux foyers dans la précarité, rejoignant ceux qui sont déjà en difficulté économique ou sociale, ceux dont les logements sont des passoires thermiques et ceux qui ne parviennent déjà pas à chauffer ou à refroidir leur logement correctement.

Mais cette situation n'est pas une fatalité. **Partout en France, les associations, les collectivités, les services de l'État, les entreprises mettent en œuvre des solutions.** Il faut faire encore mieux et chacun peut y prendre part. Pour cela, il faut comprendre ce qu'est la précarité énergétique, connaître les solutions qui existent, rencontrer ceux qui agissent déjà et prendre confiance dans la capacité à collaborer. C'est la raison d'être et l'ambition de cette seconde édition de la Journée contre la précarité énergétique qui aura lieu le jeudi 24 novembre 2022.

Initiée en 2021 par une vingtaine d'organismes impliqués dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion et le réchauffement climatique, parmi lesquels la Fondation Abbé Pierre, l'Observatoire National de la précarité énergétique, le Secours Catholique, Energie Solidaire, la fédération Soliha, le Réseau Action Climat ou encore la FNCCR.

Le 24 novembre prochain, quand l'arrivée du froid nous rappellera l'urgence d'agir contre la précarité énergétique, cette seconde journée de mobilisation se déploiera sur tout le territoire à travers une campagne de sensibilisation. Des événements à destination notamment du grand public seront organisés localement par des acteurs du territoire : associations, collectivités territoriales, entreprises, syndicats... Durant une journée, les acteurs de la lutte contre la précarité énergétique présenteront leurs missions et compétences, recevront les Françaises et Français sur le terrain, ouvriront leurs portes, montreront concrètement comment agir. Ils invitent chacune et chacun à soutenir leurs actions et à y contribuer.

LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

UN PHÉNOMÈNE MASSIF

Selon la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, « est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou conditions d'habitat ».

L'Observatoire National de la Précarité Énergétique quantifie ce phénomène à partir du nombre de personnes en situation d'effort énergétique excessif, pouvant mener à des difficultés pour payer ses factures d'énergie, et celles qui déclarent avoir régulièrement froid à leur domicile, en raison de restrictions volontaires liées à leur situation financière ou à l'inefficacité énergétique de leur logement. D'après ces indicateurs, 5,6 millions de ménages seraient en précarité énergétique en France, dont 2,3 millions de ménages modestes touchés par cette forme de mal-logement.

Avec l'accroissement de la précarité, la mauvaise qualité thermique de millions de logements et l'explosion des coûts de l'énergie et des loyers, de plus en plus de ménages n'ont pas les moyens où ne parviennent pas à chauffer ou refroidir leur logement correctement. Pour beaucoup, leurs faibles revenus ne leur permettent pas de suivre les hausses régulières du prix du gaz et de l'électricité, alors même qu'ils subissent simultanément le prix de loyers élevés et les conséquences de l'inflation. Avant même la crise de l'énergie, le nombre d'impayés d'énergie avait progressé de 17 % entre 2019 et 2021, engendrant près de 300 000 coupures d'électricité en 2021 chez des ménages qui ne parvenaient plus à s'acquitter de leurs factures, une année record. Pour éviter cette situation, 60 % des foyers choisissent aujourd'hui de restreindre leur chauffage pour éviter des factures trop élevées, un chiffre qui a doublé en deux ans et qui se traduit par une augmentation du pourcentage de

ménages déclarant avoir eu froid chez eux, passé de 14 à 20 % entre 2019 et 2021. Aujourd'hui, la crise énergétique actuelle va sans nul doute amplifier le phénomène et toucher des ménages jusqu'alors épargnés.

Ces facteurs sociaux et économiques se conjuguent également à la mauvaise qualité thermique de millions de logements, et plus particulièrement celle des 5,2 millions de passoires énergétiques que compte notre parc de résidences principales. Ces logements énergivores, classés F et G sur l'échelle du Diagnostic de Performance Énergétique (DPE), présentent généralement des défauts d'isolation, un fort taux d'humidité, une mauvaise ventilation, et un système de chauffage peu performant. Leurs mauvaises qualités thermiques les rendent inconfortables, difficiles à chauffer ou à refroidir, et coûteux. Au-delà de leurs mauvaises qualités thermiques, ces logements qui seront reconnus progressivement indécents à partir de 2023, connaissent bien souvent aussi des problèmes d'insalubrité ou de dégradation du bâti. Les personnes qui occupent les 600 000 logements indignes que compte notre parc résidentiel sont généralement -et entre autres- victimes de précarité énergétique. Ces passoires sont un fardeau relativement lourd pour les deux millions de ménages modestes qui en sont prisonniers et qui, locataires ou propriétaires, n'ont pas le pouvoir ou les capacités financières pour rénover. Ces logements sont également responsables d'une large part des émissions de gaz à effet de serre, plaçant la précarité énergétique au carrefour des préoccupations sociales et écologiques.



M. P. : "NOUS AVONS CHANGÉ 4 FOIS DE FOURNISSEUR À CAUSE DE LA SURCONSOMMATION"

"Avec ma femme et mes deux enfants nous sommes locataires d'un logement du parc social à Mantes-la-Ville depuis 2017. L'isolation est très mauvaise, il y a de l'humidité, des moisissures. Pour dénoncer la situation j'avais contacté l'ADILE78 qui est intervenue auprès du bailleur. Les convecteurs ont été remplacés mais sans travaux au niveau de l'isolation, le logement reste une passoire thermique. Le bailleur a mandaté un expert mais il ne veut pas nous transmettre les résultats. Je me suis rapproché du SLIME* 78 qui a effectué deux rapports, pourtant rien ne bouge. C'est insupportable. Nous avons changé 4 fois de fournisseur à cause de la surconsommation et nous avons accumulé les factures impayées (5 700 euros). Aujourd'hui on vit sans électricité car on nous l'a coupée."

(1) Médiateur de l'énergie. (2) Le secteur du bâtiment est responsable de 45 % de la consommation d'énergie en France et de 25 % des émissions de gaz à effet de serre (dont 16 % pour le secteur résidentiel). Une passoire thermique consomme plus de 330 kWh/m²/an d'énergie primaire contre 50 kWh/m²/an pour un logement performant. (3) Initiative Rénovons, Scénario 2020. Coûts et bénéfices d'un scénario de rénovation des passoires énergétiques en dix ans. * Le Slime est un outil d'ingénierie territoriale à destination des collectivités pour mettre en œuvre une politique ambitieuse de lutte contre la précarité énergétique. Il vise à massifier le repérage des ménages en situation de précarité énergétique pour qualifier leur situation et les orienter vers des solutions durables et adaptées. Pour cela, le Slime s'appuie sur les dispositifs existant à l'échelle locale et mobilise l'ensemble des acteurs concernés afin de mettre en cohérence les actions de lutte contre la précarité énergétique.

“Il ne peut y avoir de cohésion sociale sans un habitat qui protège tous les membres de chaque famille.”

20% DES FRANÇAIS déclarent avoir souffert du froid au cours

de l'hiver 2020-21, pendant au moins 24 heures. Parmi ces 20%, 40% estiment que c'est à cause d'une mauvaise isolation thermique de leur logement⁽¹⁾ et 36% pour des raisons financières.

En 2020, **10,5% DES FRANÇAIS** ont dépensé plus de 8% de leurs revenus pour payer leur facture énergétique du logement, et font partie des plus modestes.⁽²⁾

La précarité énergétique touche davantage les quartiers défavorisés : indépendamment de la situation caniculaire, d'une manière générale **il fait trop chaud l'été dans 70% des foyers des quartiers « prioritaires », contre 56% sur toute la France**, et trop froid l'hiver pour 62% contre 35% sur toute la France.⁽³⁾

IMPACTS QUOTIDIENS

785 096 MÉNAGES ont subi une intervention d'un fournisseur d'énergie en 2020 suite à des impayés (coupures de gaz ou d'électricité, limitation de puissance en électricité), soit une augmentation de 17 % par rapport à 2021.⁽¹⁾

Parmi les ménages ayant réalisé des travaux dans leur maison individuelle en 2019, l'enquête TREMI* révèle que **le principal frein aux travaux est lié à « la situation financière » (68 % des répondants).**⁽²⁾

LES CHIFFRES DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

M. T. : “NOUS CHAUFFIONS POUR RIEN”

"J'ai acheté cette maison des années 70 parce qu'elle n'était pas chère. Mais elle n'avait pas de double vitrage et était mal isolée. Dès le premier hiver nous avons eu froid. Nous chauffions pour rien. Je me suis rapprochée de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat du Cher qui m'a proposé de faire intervenir un énergéticien pour un diagnostic et des préconisations. Le coût de 3000 euros était pris en charge. A partir de cela j'ai demandé des devis à des artisans, mais j'étais perdue et j'avais peur de me faire avoir. L'ALEC 18 m'a alors proposé de me mettre en contact avec Dorémi qui cherchait des propriétaires occupants pour expérimenter un programme de rénovation. Les artisans étaient sélectionnés par un maître d'œuvre, qui planifiait les travaux et les coordonnait. C'était très rassurant. Par ailleurs l'ALEC 18 se chargeait de demander les aides. J'ai donc accepté d'entrer dans le programme. Toutes les menuiseries ont été remplacées, le plancher a été isolé, les murs également par l'extérieur, de la laine de bois a été posée, une ventilation double flux a été installée. Les travaux s'élevaient à près de 60 000 euros mais j'ai bénéficié de 35 000 euros d'aides. J'ai fait un éco-prêt pour la différence et j'avais un peu d'épargne. Nous avons largement gagné en confort et les factures de gaz ont nettement baissé. Mais si je n'avais pas eu de connaissances, des facilités avec internet et des revenus décents, je n'aurais pas eu accès à ce dispositif."



DES CONSÉQUENCES SANITAIRES ET SOCIALES

La précarité énergétique a de graves conséquences sur la santé des familles. La Fondation Abbé Pierre a initié une étude sur les impacts de la précarité énergétique, qui a confirmé la perception plus forte d'une santé dégradée par les personnes exposées avec une fréquence accrue de pathologies ainsi que des symptômes associés. D'après une étude économétrique de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), le fait d'habiter dans un logement difficile à chauffer accroît de 50 % le risque de se déclarer en mauvaise santé. Alors que la précarité énergétique coûte 700 millions d'euros par an sur notre système de soin, une étude de France Stratégie a également mis en lumière que 30 % de la surmortalité hivernale serait due à l'inefficacité énergétique des logements, représentant plus de 10 000 décès par an.

La précarité énergétique peut aussi avoir des effets en cascade. Des chauffages inadaptés ou des installations défectueuses peuvent provoquer une intoxication au monoxyde de carbone (CO₂), surtout en cas de calfeutrage des ouvertures. La précarité énergétique peut également dégrader la salubrité de l'habitat, en favorisant l'apparition (ou l'augmentation) d'humidité et moisissures par phénomène de condensation.

Dans un logement trop chaud ou trop froid dans lequel on ne peut ni recevoir, étudier ou s'épanouir correctement, la vie sociale et familiale des personnes est également impactée. Il ne peut y avoir de cohésion sociale sans un habitat qui protège tous les membres de chaque famille.

De nombreuses associations, collectivités, entreprises mettent en œuvre des dispositifs de lutte contre la précarité énergétique à travers le territoire. Ainsi, depuis plus de 60 ans, les Compagnons Bâisseurs accompagnent les personnes les plus fragiles dans la rénovation ou la construction de leur logement. Stop Exclusion Énergétique réunit 50 acteurs de la solidarité, de l'écologie, des territoires, de l'économie et de la recherche autour de l'objectif de sortir 1 million de personnes par an de la précarité énergétique ». Le fonds de dotation Énergie Solidaire vise à collecter des dons auprès des consommateurs et producteurs d'énergie, afin de soutenir les associations qui luttent sur le terrain auprès des ménages en situation de précarité énergétique. L'État lui-même développe des solutions pour soutenir les ménages touchés : chèque Énergie, programme Habiter Mieux Sérénité... Mais beaucoup reste encore à faire.

57 117 MÉNAGES ont rénové leur logement grâce au programme MaPrimeRenov Sérénité et **MaPrimeRenov'** Copropriété en 2021.⁽³⁾

644 073 dossiers **MaPrimeRénov'** ont été validés par l'Anah en 2021.⁽³⁾

En 2022, **5,8 MILLIONS** de ménages ont reçu un chèque énergie. 4,7 millions de ménages l'ont effectivement utilisé soit 81 % des bénéficiaires.⁽²⁾

56 258 MÉNAGES ont bénéficié du **Fonds de Solidarité Logement** pour l'aide au paiement des factures d'énergie en 2021 dans les territoires renseignés, sur 73 838 demandeurs. Le montant moyen s'élève à 337 euros en 2021, avec de fortes disparités entre les territoires.⁽²⁾

3 PROGRAMMES de certificats d'économie d'énergie « précarité énergétique » sont actuellement dédiés au logement, soit un budget potentiel de 36 millions d'euros.⁽²⁾

LES AIDES FINANCIÈRES NATIONALES

Sources : Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) | (1) Médiateur national de l'énergie, 2021 | (2) Ministère de la Transition Écologique, 2021 | Agence Nationale de l'Habitat (2022)



LE 24 NOVEMBRE 2022,

2^E JOURNÉE DE MOBILISATION NATIONALE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le 10 novembre 2021, une vingtaine d'organismes impliqués dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion et le réchauffement climatique avaient mis en œuvre une journée nationale de sensibilisation à la précarité énergétique. Une démarche largement relayée par la presse et symboliquement soutenue par les Ministères du Logement et de la Santé.

Plus de 130 événements locaux avaient été organisés dans ce cadre à travers la France, ouverts au grand public, en ligne et en présentiel, par des acteurs de la lutte contre la précarité énergétique : associations, collectivités territoriales, entreprises, syndicats...

Parce que le monde s'apprête à faire face à une crise énergétique sans précédent, que la situation économique et sociale se durcit, et qu'il est plus que jamais urgent de développer des solutions pour lutter contre ce fléau, ces mêmes organismes, rejoints par d'autres, renouvellent leur initiative. **La seconde journée nationale contre la précarité énergétique se tiendra le jeudi 24 novembre prochain pour sensibiliser toujours davantage et fédérer encore plus d'événements locaux.**

La veille, mercredi 23 novembre, la Fondation Abbé Pierre et ses partenaires organiseront un grand colloque. Événement phare, ce moment d'échange servira de forum pour un débat de haut niveau et une réflexion sur les axes prioritaires de lutte contre la précarité énergétique, dans un contexte politique qui sera décisif sur ce volet. Il se tiendra au Forum des Images, Allée Baltard, Paris 1^{er}.



Le programme complet des événements, qui s'enrichira d'ici novembre, est à découvrir **ICI**.

Toute initiative est la bienvenue, chacune et chacun étant invité à mettre en place une action dans le cadre de la JCPE.

EXEMPLES D'ÉVÈNEMENTS



✓ 23 NOV 2022 COLLOQUE DE LA JOURNÉE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, Paris

La Fondation Abbé Pierre et les acteurs impliqués dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion et le réchauffement climatique organisent un grand colloque le 23 novembre à Paris. Il sera l'évènement phare de la Journée contre la précarité énergétique 2022. Partenaires, politiques, experts, responsables de structures, professionnels de l'action sociale, de l'habitat et de la rénovation, personnalités engagées, ainsi que toute personne intéressée par le sujet sont invités à participer à ce temps fort.

AU PROGRAMME :

- Comment faire face à l'augmentation durable des prix de l'énergie dans le logement ?
- Sommes-nous prêts à mettre en place une obligation de rénovation ?
- Lutte contre l'habitat indigne, lutte contre la précarité énergétique, comment concilier rénovation performante et précarité ?
- Témoignages de personnes concernées, intervention de chercheur.es

EN PRÉSENTIEL, DE 9H30 À 16H30 AU FORUM DES IMAGES À PARIS.

INSCRIPTION SUR CE LIEN.

✓ DU 21 AU 25 NOV 2022 LA SEMAINE DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, Montval-sur-Loir

L'association l'APPARTE et le CCAS organisent plusieurs évènements autour de son appartement pédagogique outil ludique, qui permet aux visiteurs de découvrir les bons gestes à adopter au quotidien dans leur lieu de vie.

✓ 23 NOV 2022 CONFÉRENCE « LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN SECTEUR DÉTENDU, RURAL », Rostrenen

La Fondation Abbé Pierre organise une journée d'échange autour des actions, partenariats et expérimentations en Centre Ouest Bretagne. Au programme, ateliers, échanges et témoignages de ménages en précarité énergétique.

autour du 24 novembre 2022

✓ 24 NOV 2022 TROPHÉES 2022 DES SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, Paris

Les meilleures solutions, de toute la France, auront l'occasion de se présenter devant un jury composé de personnalités et d'experts, dans l'auditorium du Ministère de la Transition écologique. A l'issue de l'événement aussi ouvert au public, le jury déterminera les vainqueurs dans chaque catégorie.

✓ 24 NOV 2022 SOIRÉE DE PRÉSENTATION « LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE », Bressuire

Le Secours Catholique du Poitou organise une soirée d'informations et de témoignages autour d'un projet qui vise à lutter contre la précarité énergétique sur la délégation du Poitou.

✓ 24 NOV 2022 RENCONTRE NATIONALE DES ACTEURS ENGAGÉS CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, Paris

Pour la troisième année consécutive, le CLER – Réseau pour la transition énergétique et l'association Solibri s'associent pour organiser la Rencontre nationale des acteurs engagés contre la précarité énergétique. Après deux éditions à distance en raison du contexte sanitaire, les organisateurs tiendront cette première rencontre en présentiel à la Maison des Associations de Solidarité, Paris 13.



✓ 24 NOV 2022 NUIT DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, Paris

La Recyclerie, en partenariat avec la Fondation Abbé Pierre et l'artiste Thomas Laigle proposent une soirée solidaire autour de ce sujet tant social qu'environnemental. Une soirée gratuite et ouverte à toutes et tous pour mêler installations, talks, performances artistiques, musique, paroles libérées et engagements contre la précarité, l'exclusion et la cause environnementale.

✓ DU 24 NOV AU 14 DÉC 2022 PERMANENCES FRANCE RÉNOV DANS LES MAISONS DÉPARTEMENTALES DES SOLIDARITÉS, Seine-et-Marne

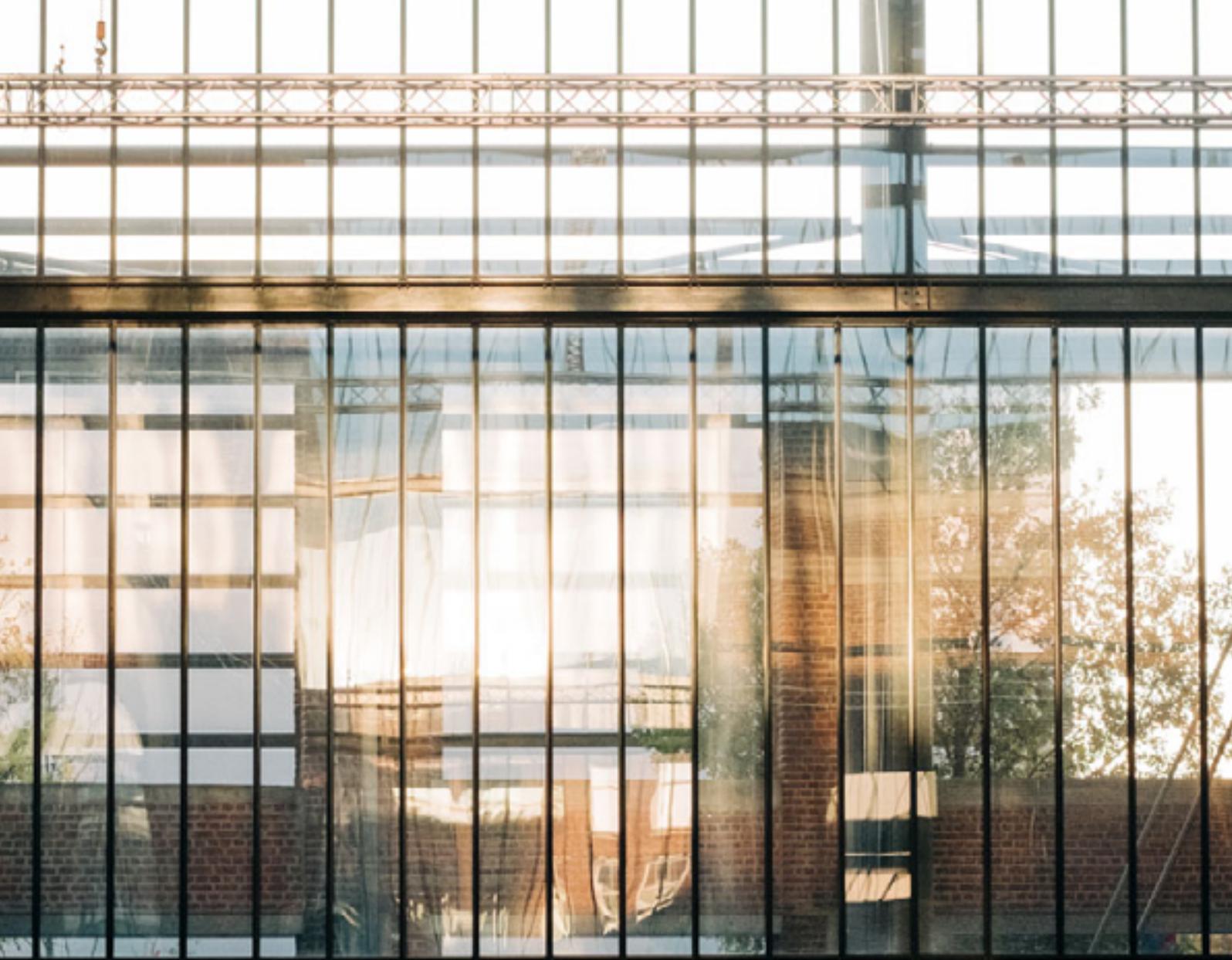
Le Département de Seine-et-Marne organisera des permanences de conseillers France Rénov' dans les différentes Maisons départementales des solidarités (MDS) du territoire, afin de faire connaître le service France Rénov, d'apporter des conseils aux usagers, et de leur proposer un accompagnement vers la rénovation.

✓ 29 NOV 2022 BALADE THERMOGRAPHIQUE, Saint-Julien-en-Saint-Alban

L'espace France Renov des intercommunalités du Centre Ardèche organise une balade thermographique dans les rues du village de Saint Julien en Saint Alban, suivi d'un moment d'échange convivial.

✓ 30 NOV 2022 DÉBAT « ÉRADIQUONS LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE », Le Havre

La communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et le distributeur d'énergie ENEDIS sont mobilisés pour lutter contre la précarité énergétique sur le territoire au travers de différents programmes d'actions orientés vers le repérage et l'accompagnement des ménages.



19

Charles



Charles is a 35-year-old man with a beard and short hair. He is a software engineer and a member of the LGBTQ+ community. He has been in a relationship with his partner, a woman, for five years. They have a dog and live in a city. Charles is passionate about technology and social justice. He is currently working on a project that aims to improve the lives of people in need.



Madison Beckman



Madison Beckman is a 28-year-old woman with short hair. She is a scientist and a member of the LGBTQ+ community. She has been in a relationship with her partner, a man, for three years. They have a dog and live in a city. Madison is passionate about science and research. She is currently working on a project that aims to improve the lives of people in need.



Christine



Christine is a 32-year-old woman with long hair. She is a teacher and a member of the LGBTQ+ community. She has been in a relationship with her partner, a man, for four years. They have a dog and live in a city. Christine is passionate about education and social justice. She is currently working on a project that aims to improve the lives of people in need.





Rassemblant plus de 1000 adhérents (communes, intercommunalités, départements, régions, entreprises, associations, fédérations professionnelles) pour 60 millions d'habitants représentés, **AMORCE** constitue le premier réseau national de collectivités territoriales et d'acteurs locaux engagés dans la transition écologique. [En savoir plus](#)



Le **CLER** - Réseau pour la transition énergétique est une association qui fédère plus de 300 structures (associations, entreprises, collectivités) engagées dans la mise en œuvre d'une transition énergétique ambitieuse sur l'ensemble du territoire français, à l'aide de pratiques locales vertueuses. Il co-anime notamment le Réseau RAPPEL des acteurs contre la pauvreté et la précarité énergétique dans le logement, et coordonne également l'initiative Rénovons. [En savoir plus](#)



Depuis plus de 60 ans, les **COMPAGNONS BÂTISSEURS** accompagnent les personnes les plus fragiles dans la rénovation ou la construction de leur logement. Convaincus que l'amélioration pérenne des quartiers fragilisés doit se faire sur le plan urbain et humain, ils militent pour la dignité des logements et des personnes en proposant des solutions concrètes autour de l'amélioration de l'habitat par l'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA). Présents sur 14 territoires métropolitains et ultra-marins, ils contribuent à une politique de l'habitat plus juste, et soutiennent les habitants en situation de précarité : ménages aux revenus modestes, personnes âgées, personnes invalides ou handicapées, personnes seules avec enfants. [En savoir plus](#)



DORÉMI est une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui a mis sur pied un dispositif innovant de rénovation énergétique performante des maisons individuelles (BBC-rénovation ou équivalent). En accompagnant et soutenant plus de 50 collectivités partenaires sur tout le territoire, Dorémi est aujourd'hui un acteur de référence de la rénovation performante en France. Son dispositif, unique en son genre, consiste en un soutien aux propriétaires ayant un projet de rénovation complète de leur maison et une mise en relation avec des professionnels du bâtiment formés au référentiel Dorémi de la rénovation performante. [En savoir plus](#)



ÉNERGIE SOLIDAIRE est un fonds de dotation, créé en 2016 par les amis d'Enercoop, pour contribuer à la lutte contre la précarité énergétique. L'objectif du fonds est de collecter de manière innovante des dons auprès des consommateurs et producteurs d'énergie, afin de soutenir les associations qui luttent sur le terrain auprès des ménages en situation de précarité énergétique. [En savoir plus](#)



Créée en 1934, la **FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS CONCÉDANTES ET RÉGIES** (FNCCR) est une association de collectivités locales entièrement dévolue à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services (régies, SEM, coopératives d'usagers...). [En savoir plus](#)



La **FONDATION ABBÉ PIERRE** pour le logement des défavorisés, reconnue d'utilité publique le 11 février 1992, a pour mission de permettre à toute personne démunie d'accéder à un logement décent et à une vie digne, quels que soient le montant de ses ressources et sa situation sociale. Sur tout le territoire, notamment à travers ses programmes « SOS Taudis » et « Toits d'Abord », la Fondation Abbé Pierre finance des projets de rénovation et de réhabilitation de l'habitat afin de permettre aux locataires et propriétaires en difficulté de vivre dignement dans leur logement. [En savoir plus](#)



La **FONDATION SCHNEIDER ELECTRIC** a pour objet de contribuer à mettre en place des solutions pour réduire la fracture énergétique qui touche les défavorisés partout dans le monde. En développant des programmes de formation professionnelle et d'entrepreneuriat aux métiers de l'énergie dans les pays émergents, en accompagnant des familles touchées par la précarité énergétique dans les économies plus développées, en réalisant des projets exemplaires qui innovent et démontrent qu'il est possible de relever les défis pour construire un monde plus équitable et plus pérenne. [En savoir plus](#)



Créé en 1976, le **GERES** est une ONG de développement qui œuvre, en Afrique et en Asie à l'amélioration des conditions de vie et qui lutte contre les changements climatiques et leurs impacts. [En savoir plus](#)



GREENPEACE est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique, et s'appuie, depuis près de 50 ans, sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable. Greenpeace a choisi de concentrer son action sur les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre : l'agriculture, les transports, l'énergie, ainsi que sur la protection des écosystèmes qui agissent comme des puits de carbone : les forêts et les océans. [En savoir plus](#)



Depuis plus de 35 ans, pour répondre à l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté, **HABITAT ET HUMANISME** agit en faveur du logement, de l'insertion et de la recréation de liens sociaux. Résolument tourné vers l'innovation, le Mouvement a développé des outils économiques à vocation sociale, pour financer et mener à bien son action. [En savoir plus](#)



HOPE - Chaire d'Excellence créée par la Fondation Grenoble INP et ses partenaires dont l'objet est de développer un travail collaboratif technique, sociologique et organisationnel entre universitaires, acteurs économiques, industriels, publics et privés, autour des enjeux liés à la précarité. Les travaux de **HOPE** cherchent à mieux objectiver la relation entre « accès suffisant à l'énergie », « santé/bien-être », et porter cette connaissance auprès de tous les acteurs de notre pays qui souhaitent s'engager pour chaque citoyen de façon durable. [En savoir plus](#)



L'ASSOCIATION NÉGAWATT est née en 2001 de la volonté d'un collectif d'experts indépendants praticiens de l'énergie de promouvoir un système énergétique plus soutenable. En s'appuyant sur les trois piliers que sont la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables, négawatt élabore des scénarios de transition énergétique et porte des propositions de politiques et mesures visant à concrétiser cette transition écologique et sociale. [En savoir plus](#)



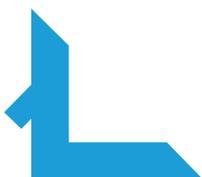
Créé en mars 2011, **L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE** est un outil de référence sur la précarité énergétique, de suivi et d'analyse du phénomène et des dispositifs existants visant à apporter des éléments d'aide à la décision aux services de l'État, de ses agences, des collectivités territoriales, des fournisseurs d'énergie et de l'ensemble des associations et des professionnels œuvrant dans le domaine. L'objectif de cet outil d'observation et d'analyse des politiques de lutte contre la précarité énergétique composé de 28 partenaires est de disposer d'une connaissance fiable et partagée du phénomène en France, dans le secteur de l'habitat en priorité, et de la mobilité ; de susciter des débats nationaux et d'être force de proposition auprès des pouvoirs publics. [En savoir plus](#)



Lancé en janvier 2009, le **PLAN BÂTIMENT DURABLE** fédère un nombre chaque année plus important d'acteurs du bâtiment et de l'immobilier autour d'une mission commune : favoriser l'atteinte des objectifs d'efficacité énergétique et environnementale de ce secteur. Présidé par Philippe Pelletier, il assure la concertation permanente au sein de la filière et témoigne de la mobilisation continue des acteurs au plan national comme régional. Il est ainsi force de proposition auprès des pouvoirs publics. [En savoir plus](#)



Depuis 2007, le réseau **RAPPEL** mobilise les acteurs autour de la prise en compte du phénomène de la précarité énergétique. Le but du réseau est de mettre en relation et d'aider les structures qui cherchent à apporter des solutions préventives et curatives durables à la précarité énergétique. Le **RAPPEL** fédère plus de 1 000 membres de cultures professionnelles et d'horizons divers (action sanitaire et sociale, maîtrise de l'énergie, amélioration de l'habitat, etc...) dans 96 départements. [En savoir plus](#)





Débutée en 2016, l'initiative « **RÉNOVONS !** » est une vaste alliance regroupant les forces vives de la société civile en France, au sens large, engagées en faveur de l'efficacité énergétique grâce à la rénovation énergétique des logements. Le projet fait connaître auprès des décideurs et du grand public les conditions nécessaires et les solutions existantes qui conduiront à massifier les rénovations énergétiques de qualité et promouvoir l'intérêt économique, social, environnemental, sanitaire, ainsi que de la mise en sécurité des logements par l'efficacité énergétique. [En savoir plus](#)



Débutée en 2016, l'initiative « **RÉNOVONS !** » est une vaste alliance regroupant les forces vives de la société civile en France, au sens large, engagées en faveur de l'efficacité énergétique grâce à la rénovation énergétique des logements. Le projet fait connaître auprès des décideurs et du grand public les conditions nécessaires et les solutions existantes qui conduiront à massifier les rénovations énergétiques de qualité et promouvoir l'intérêt économique, social, environnemental, sanitaire, ainsi que de la mise en sécurité des logements par l'efficacité énergétique. [En savoir plus](#)



Le **RÉSEAU ACTION CLIMAT**, fédération de 35 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 1 300 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts. [En savoir plus](#)



Fondé sur une logique associative et coopérative, **RÉSEAU ÉCOHABITAT** agit pour l'amélioration thermique de l'habitat. Sa mission est de faciliter toutes les démarches auprès des familles qu'il accompagne, en préconisant des solutions techniques et financières qui permettront de faire aboutir leur projet de rénovation et de faire des économies d'énergie. [En savoir plus](#)



En France, grâce à 3 500 équipes locales (métropole et outre-mer) et un réseau de plus de 61 300 bénévoles et de 897 salariés, l'an dernier 1 393 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2 400 lieux d'accueil du **SECOURS CATHOLIQUE**. A l'international, en 2020, 488 opérations ont été menées dans 54 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (160 Caritas) et 1,5 million de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale. Tous les ménages disposant d'un logement que rencontrent les équipes locales du **SCCF** sont touchés par la précarité énergétique du fait de leurs faibles ressources et/ou de la mauvaise isolation thermique de leur logement. Les actions déployées par le **SCCF** pour les soutenir sont multiples: attribution d'aides financières en cas d'impayés énergétiques (1,3 M€ en 2019, ce qui fait de l'énergie le 2ème poste d'aide juste derrière l'aide alimentaire), négociation avec les énergéticiens, facilitation de l'accès aux droits et de la mobilisation d'aides locales, accompagnement à la réalisation de travaux de rénovation de leur logement.» [En savoir plus](#)



SOLIHA, Solidaires pour l'habitat, est un acteur de l'économie sociale et solidaire qui œuvre pour favoriser l'accès et le maintien dans l'habitat des personnes vulnérables. Chaque jour, dans les 135 associations du Mouvement, les 3 570 collaborateurs **SOLIHA** accompagnent les plus fragiles, en hexagone et en Outre-Mer, pour leur permettre de vivre dans un logement abordable, adapté et économe en énergie, agissent pour la transition écologique et contre les inégalités sociales, revitalisent les cœurs de ville et les copropriétés. En 2021, l'action de **SOLIHA** a permis à plus de 228 000 ménages d'être accompagnés dans leur projet habitat, dont 38 800 d'entre eux pour sortir définitivement de la précarité énergétique. Neutres et indépendantes, les structures **SOLIHA** sont reconnues d'intérêt général par l'État et sont agréées « Mon Accompagnateur Rénov' » pour réaliser ces missions ». [En savoir plus](#)



50 acteurs de la solidarité, de l'écologie, des territoires, de l'économie et de la recherche autour du scénario « Sortir 1 million de personnes par an de la précarité énergétique ». 5 projets en cours : Ensembles solidaires, 1 000 services civiques pour l'identification, Trophée de la lutte contre la précarité énergétique, Ruée des solutions, Appel aux dons pour une prise en charge à 100% du reste à vivre chez les grands précaires. **STOP EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE** a pour ambassadrice Emmanuelle Béart. [En savoir plus](#)

JOURNÉE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE 24 NOV 2022

ENGAGEONS NOUS
ENSEMBLE CONTRE
LA PRÉCARITÉ
ÉNERGÉTIQUE !

Suivez nous sur :



Contact Presse :

Alice Dekker 0616582160

 alice@alicedekker-rp.fr

Le site internet de l'évènement :

 journee-precarite-energetique.fr

Pour en savoir plus sur la précarité énergétique :

 ONPE (Site de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique)

